

Chabab el Facebook: the Face of Egypt!

À l'heure où nous écrivons ces lignes depuis Le Caire, la situation en Égypte demeure critique. Depuis le 25 janvier 2011, dans la capitale égyptienne, à Alexandrie... des millions d'Égyptiens sont sortis dans les rues réclamant des réformes politiques, la chute du système en vigueur et le départ de Moubarak. Le peuple égyptien, peu habitué à manifester, raconte ce qui l'a poussé à descendre dans la rue... On parle surtout de l'implication de «*Chabab El Facebook*» (les jeunes de *Facebook*), faisant ainsi un lien direct entre cette génération en révolte et le réseau socionumérique. Si ce phénomène est amplement relayé par les médias traditionnels (la presse en particulier), il convient toutefois d'être prudent car il est difficile aujourd'hui d'en apprécier son ampleur.

L'Égypte, avec une population estimée à plus de 81 millions d'habitants et un taux de pénétration d'Internet de 21 %, soit 17 millions d'internautes, dont 5,2 millions seraient utilisateurs sur *Facebook*, dépasse ainsi tout autre pays africain ou arabe. Suffoquant face aux restrictions imposées au droit d'expression dans les médias publics, certains écrivains et journalistes de renommée écrivaient dans des journaux n'appartenant pas à l'État. *Facebook* est lui devenu l'outil de choix pour des milliers de jeunes partout en Égypte, ainsi que pour les agences humanitaires et activistes des droits de l'homme. Le manque de supervision de l'État sur Internet en Égypte – hormis quelques sites de bloggeurs et «islamisistes» – ont rendu l'outil populaire, la plateforme devenant l'espace où les communications et les diffé-

rences d'opinion sont le plus souvent exprimées et confrontées.

Facebook – tout comme les textos téléphoniques – utilisent aujourd'hui soit l'alphabet arabe, soit latin, soit la phonétique arabe de causerie, écrite en lettres latines et chiffres arabes. Cette dernière graphie est privilégiée par une grande majorité de la population. En revanche, *Twitter* ne fut utilisé en Égypte que très récemment et se limite à une tranche démographique très restreinte.

La succession des événements qui finit par renverser le régime de Ben Ali en Tunisie a trouvé des admirateurs partout en Égypte. Elle a mobilisé des jeunes sur les plateformes en ligne mais aussi et surtout dans la rue. Le parallèle avec les événements en Tunisie et la crainte d'une «galvanisation» du peuple égyptien a probablement inquiété les autorités égyptiennes et les a conduites à mener une politique de blocages ponctuels des services de télécommunications et de services web tel que *Twitter* et *Facebook* pendant deux jours. L'étape suivante a été plus radicale dans le but d'empêcher – ou au moins limiter – les manifestations prévues le «Vendredi de Colère»: celle de couper – tout simplement – pendant quelques jours l'accès à Internet et aux services de téléphonie cellulaire dans l'ensemble du pays. L'objectif est également de ne permettre ni aux journalistes ni aux manifestants de partager des films montrant les mesures répressives adoptées par la police contre les manifestants. C'est dans ce contexte que *Google* a introduit une solution de contournement nommé *Speak2Tweet* qui permet de

laisser des messages courts sur *Twitter* à partir d'un message vocal depuis un téléphone. Nous voyons ici à quel point nouvelles et « vieilles » technologies sont imbriqués, dans une même dynamique sociale. Et maintenant que l'Égypte est sous couvre-feu partiel, toutes les technologies d'information et de commu-

nication permettant de « faire le lien » et de « faire savoir » sont les bienvenues.

Myriam Raymond
Université française d'Égypte
Université de Nantes